

Présentation du comité de soutien départemental aux Presstalis en lutte

Mercredi 12 décembre 2012

Professionnels des médias, hommes et femmes de culture, universitaires, enseignants, élus, organisations politiques et syndicales, associations... nous sommes alarmés par la situation de Presstalis.

Le système de distribution de la presse issu de la loi Bichet du 2 avril 1947 est en crise. Il a été mis en place à la Libération, dans le cadre du Conseil national de la Résistance, les parlementaires considérant alors la presse comme une composante essentielle de la démocratie.

Ce système coopératif garantissait la liberté et l'impartialité de distribution des quotidiens, l'égalité et la solidarité entre éditeurs sur la base de la péréquation des coûts. Des titres accessibles partout et pour tous.

Les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), nées le 16 avril 1947, ne sont plus depuis le 10 décembre 2009. Presstalis a pris le relais. La loi sur la régulation du système de distribution de la presse promulguée le 20 juillet 2011 s'inscrit dans la dissolution de l'héritage de 1947.

Aujourd'hui, après plus de vingt années de fermetures de centres de traitement des titres, de plans de restructurations, l'entreprise est maintenant la cible d'une offensive libérale sans précédent.

Depuis trois ans, la fuite organisée d'éditeurs vers les Messageries Lyonnaises de presse (MLP), soi-disant concurrentes, a fragilisé Presstalis au point de jouer l'avenir de celle-ci et de tout le système de distribution dans une refonte au bénéfice des grands groupes de presse.

Sur les 2500 salariés que compte le groupe, la direction envisage de supprimer plus de 1200 emplois et de sous-traiter l'essentiel de l'activité. Une centaine d'emplois est en jeu dans les Bouches-du-Rhône. Ce plan, qui repose sur un accord tripartite entre la messagerie, les éditeurs des deux coopératives de presse (quotidiens nationaux/périodiques) et l'État, peut être une ultime étape avant la disparition de l'entreprise. Au-delà d'une augmentation de 15 M€ sur 2012-2013 de l'aide à la modernisation de la distribution de la presse quotidienne, les pouvoirs publics portent caution à un plan de licenciements des plus drastiques.

La grande majorité des titres, les lecteurs, les citoyens et les salariés de la filière n'ont rien de bon à en attendre. Ils ont, au contraire, intérêt à défendre le pluralisme, à se mobiliser pour en renforcer ses principes et obtenir dans ce cadre une véritable refondation du système de distribution de la presse. Vous l'aurez compris, l'estocade est portée sur le système coopératif de distribution qui permet à toute publication, quelque soit sa force économique et son contenu rédactionnel, d'être distribuée, d'une manière égalitaire. C'est pour ces raisons que ce comité de soutien départemental aux Presstalis, en lutte depuis plusieurs mois maintenant, s'est mis en place à partir d'un appel que je vous lis :

« Le temps presse pour le pluralisme »

La situation de la distribution de la presse en France est plus qu'alarmante. Le plan de restructuration de Presstalis prévoit le licenciement d'un salarié sur deux et préfigure la

destruction du système de distribution coopérative mis en place par la loi Bichet issue des valeurs de la Résistance. En plus de supprimer 1 200 emplois, ce plan fait peser de lourdes menaces sur le pluralisme de la presse, indispensable à la démocratie. Dans ces conditions, l'État ne peut pas le cautionner. Le gouvernement doit agir vite car le temps presse pour le pluralisme. L'enjeu est immense, la presse ne peut être soumise aux règles de l'argent-roi. Citoyens des Bouches-du-Rhône où une centaine d'emplois est en jeu, nous demandons le retrait du plan de restructuration et l'organisation d'une table-ronde avec tous les acteurs du secteur. Il faut mettre fin à la concurrence malsaine qui fragilise la filière et mettre en place un service public de la distribution sous la forme d'une Messagerie unique de presse. En soutenant la lutte des salariés de Presstalis, nous défendons le pluralisme et le débat démocratique dans notre pays. Le gouvernement doit les entendre.

Sur ce texte, nous avons recueilli, en moins d'une semaine, plus de 70 signatures de personnalités qui marquent le monde de la culture et des médias dans le département. Des journalistes qui font vivre les titres comme *La Marseillaise*, *Le Ravi*, *Marsactu*, *l'Humanité* des dirigeants du secteur, des imprimeurs, mais aussi des élus dont quatre parlementaires (deux communistes et, c'est à souligner, deux socialistes), des responsables syndicaux, des organisations... toutes et tous convaincus de la justesse du combat des Presstalis.

Car au-delà de l'impérieuse nécessité de sauvegarder les emplois, il s'agit bien du pluralisme de la presse qui est en danger et que nous devons défendre.